



## Appel colloque des psychologues des 26 et 27 novembre 2020

La pandémie qui s'est répandue depuis mars dernier a mis en lumière l'importance des services publics mais aussi leur état actuel, fruit de politiques passées visant à les affaiblir et à les dénigrer. La situation de l'hôpital public est emblématique. Les modes de management qui s'y pratiquent, « agiles » et à flux tendus, servent de modèles dans bien d'autres administrations et services. Ce sont eux qui mettent en cause les règles, les droits, les moyens, tout ce qui peut apparaître comme des entraves au capitalisme financier. Ils se caractérisent par un déni du réel, des situations concrètes de vie et de travail des individus.

Pourtant, ce retour brutal de la réalité a ébranlé, pour un temps, les certitudes de ce gouvernement. Le « plus rien ne sera jamais comme avant » ressemble malheureusement de plus en plus à « avant » en pire, avec les dernières lois liberticides notamment la loi sécurité globale et la Loi de programmation de la recherche.

Après un temps d'ignorance délibérée sur les effets psychologiques du confinement et de la crise sanitaire, économique et sociale qui s'ensuit, le gouvernement semble le prendre en compte.

Il reconnaît l'augmentation des états dépressifs, du recours accru à des médicaments, de phénomènes de retrait social ou de violences intra familiales.

Mais que fait-il ?

Il discourt.

Il enjoint aux psychologues dans nos différents secteurs, d'être en première ligne pour rassurer, apaiser, accompagner, soutenir. C'est effectivement une part des missions des psychologues, mais ils-elles refusent d'être instrumentalisés, de servir de « coussin compassionnel<sup>i</sup> » et dédouaner à bon compte, ceux-celles qui sont en partie responsables des difficultés d'aujourd'hui ! Encore faudrait-il, pour pouvoir répondre présent-es que dans l'EN, au Ministère de la justice, à pôle emploi, les psychologues ne soient pas les variables d'ajustements et ne subissent pas les blocages de Bercy sur leur recrutement, les créations de postes et la titularisation des contractuel-les !

Encore faudrait-il que ce gouvernement s'intéresse à la complexité des métiers et aux attentes de ceux-celles qui les exercent !

Encore faudrait-il que ce gouvernement prenne véritablement en compte les besoins des personnes : Quels coups d'arrêts aux licenciements boursiers ? Quelles mesures sociales pour les plus démunis-es ? Quelles possibilités réelles de formation choisies et non subordonnées à la menace de la suspension des aides, dans le plan « Un jeune, une solution » ! Quelle prise en compte des conditions d'études dans les écoles, les collèges, les lycées ?

Les psychologues ont aussi la responsabilité de participer à la transformation des conditions d'études, de vie, de travail et de permettre aux personnes de retrouver du sens, des perspectives un avenir possible ! **Ils-elles doivent s'inscrire dans les mobilisations unitaires prévues en janvier 2021, demander un plan d'investissement conséquent pour les services publics qui ont bien montré toute leur utilité et exiger des recrutements et la fin des contrats précaires! Localement, il s'agit aussi de réunir des collectifs de travail afin de favoriser les échanges sur les nouveaux dilemmes de métier dus aux nouvelles conditions d'exercice, faire respecter la déontologie et les statuts des psychologues.**



ENGAGÉ-ES  
AU QUOTIDIEN

<sup>i</sup> Yves Clot